

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-011 DU 23 MAI 2019 RELATIVE A LA STRUCTURE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE « TURPE 6 »

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Le médiateur national de l'énergie (MNE) est favorable à ces principes, qui sont dans la continuité de l'existant.

Pour les sites en BT ≤ 36 kVA, il demande à la CRE d'être vigilante à ce que le principe d'efficacité, mis en œuvre par l'intermédiaire d'un signal tarifaire, ne soit pas appliqué au détriment de celui d'acceptabilité. En particulier, les personnes en situation de précarité énergétique chauffées à l'électricité, ont très peu de leviers pour adapter leurs comportements pendant l'hiver. Un signal tarifaire trop marqué n'aura que peu ou pas d'effet sur leur consommation d'électricité, mis à part celui d'accroître le montant de leurs factures, et donc d'aggraver leur situation financière.

Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

Le MNE partage les enjeux identifiés par la CRE pour faire évoluer la structure du TURPE. Il conviendra toutefois que les nouveaux usages justifiant ces changements de structure, en particulier l'autoconsommation ainsi que le stockage et les véhicules électriques, soient suffisamment développés à l'horizon 2021, échéance d'application du TURPE 6.

En effet, en France, le nombre de foyers en autoconsommation peine à décoller (40 000 selon RTE en 2018). Les véhicules rechargeables restent ultra minoritaires dans le parc automobile (0,5% à fin 2018), avec un objectif des pouvoirs publics, dont il n'est pas certain qu'il soit atteint, d'un million de véhicules rechargeables en 2022.

S'agissant de la tarification au coût marginal, si le MNE en comprend bien les enjeux, il craint que cela pénalise encore plus les ménages en situation de précarité énergétique. Il conviendrait que la CRE précise les impacts de cette évolution sur la facture des consommateurs.

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Le MNE ne remet pas en cause ce découpage.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproducteurs ?

Il conviendrait que la CRE audite, si cela n'est pas déjà fait, les raisons de l'augmentation des coûts de gestion de RTE, afin de garantir que la hausse de la composante de gestion pour les utilisateurs raccordés au réseau de transport, si elle était validée, ne serve pas à couvrir une dérive des dépenses.

Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?

Le MNE partage l'analyse de la CRE, d'autant que la baisse de la composante de comptage, justifiée par une baisse des coûts, renverrait un signal positif aux consommateurs sur les bénéfices des compteurs communicants, qui tardent à se concrétiser pour eux.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Le MNE n'a pas de remarque sur ce point.

Question 7 : Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

En préambule, le MNE souhaite rappeler que ce ne sont pas les utilisateurs du réseau de distribution qui choisissent de souscrire à une option tarifaire du TURPE, mais leurs fournisseurs d'électricité. Ainsi, pour les consommateurs particuliers et petits professionnels, les comportements d'optimisation pointés par la CRE relèvent des fournisseurs, et non pas des utilisateurs, dont la plupart ne connaît que l'option tarifaire de l'offre de son fournisseur, et ignore quel est son option du TURPE.

La généralisation de l'option tarifaire à quatre plages temporelles aura pour effet de faire augmenter la facture des utilisateurs thermosensibles, et donc de ceux qui se chauffent à l'électricité, mode de chauffage qui concentre la précarité énergétique. Ces personnes n'ont pas le choix de leur mode de chauffage, et vont être doublement pénalisées, dans un contexte dans lequel les opérations de rénovation énergétique de l'habitat sont nettement en retrait par rapport aux ambitions politiques annoncées.

Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Compte-tenu de ce qui précède, le MNE n'est pas favorable à une généralisation.

Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Le MNE n'est pas favorable à une reconstitution artificielle de 4 index comme envisagé par la CRE. En effet, les estimations en l'absence de relevés saisonniers vont nécessairement générer des litiges, d'autant que les consommateurs risquent de ne pas comprendre pourquoi ils sont facturés artificiellement sur la base de quatre index.

En revanche, le médiateur est favorable à ce que les coûts de relevés ne soient pas payants pour ceux qui ne peuvent pas être équipés de Linky.

Question 11 :

Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Dans la mesure où ENEDIS a dû engager des coûts d'adaptation de son système d'information lors de la mise en place du TURPE 5, le MNE est favorable au maintien de cette option, quand bien même elle n'est souscrite que par une très faible minorité d'utilisateurs.

Question 12 :

Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Compte tenu des arguments développés par la CRE dans sa note technique, le MNE partage son analyse

Question 13 :

Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ?

Le MNE est réservé quant à cette proposition. En effet, si les consommateurs peuvent être séduits par la possibilité de souscrire une puissance moindre à certains moments de la journée ou de l'année, le médiateur craint qu'ils ne tirent aucun bénéfice financier de ces nouvelles offres, voire même qu'ils payent plus cher. Il conviendrait donc que la CRE précise son analyse d'impact sur les coûts du réseau

S'ils ne payent pas plus chers, ce sont les consommateurs qui souscrivent une puissance sans dénivelé qui risquent d'être pénalisés.

Si toutefois des dénivelés de puissance devaient être introduits, le MNE est défavorable à la facturation de dépassements de puissances, dont le coût peut être prohibitif, et la facturation source de litiges (le médiateur est régulièrement saisi par des professionnels concernant la facturation de dépassements de puissance). Il recommande de privilégier la coupure du disjoncteur en cas de dépassement de puissance.

Question 14 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Question 15 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Le médiateur n'a pas d'opinion sur ces questions.

Question 16 : Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif

Le MNE est favorable au principe d'une expérimentation, assortie d'une étude de faisabilité technique et des impacts financiers

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de production non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Question 21 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés au domaine de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Question 22 : Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ?

Le médiateur n'a pas d'opinion sur ces questions.

Remarque complémentaire

En marge de sa réponse à la consultation de la CRE sur la structure du TURPE 6, le MNE souhaite attirer l'attention de la CRE sur la règle selon laquelle un fournisseur n'est pas autorisé à modifier la formule tarifaire de ses clients pendant 12 mois, même dans le cadre d'un changement de fournisseur. Cette règle, mise en place par la CRE pour éviter les effets d'aubaine de certains clients qui chercheraient à optimiser par exemple entre l'été et l'hiver, ne nous semble pas pertinente pour les sites en BT ≤ 36 kVA. En effet, les consommateurs ne sont pas absolument pas avisés de l'option tarifaire du TURPE choisie par leur fournisseur et ne comprennent pas pourquoi, lorsqu'ils changent de fournisseur, ils peuvent se heurter à un refus de changement d'option tarifaire, ce qui est source de litiges. En outre, les fournisseurs peuvent contourner cette règle, qui devient alors inopérante, en demandant une mise en service à la place d'un changement de fournisseur.